

Le durcissement turc sur la question chypriote risque de devenir un casse-tête pour les Quinze

Ankara réclame la reconnaissance de deux Etats indépendants

Les dirigeants civils et militaires d'Ankara multiplient les mises en garde contre une adhésion à l'Union européenne de la République de Chypre

- seul Etat internationalement reconnu mais qui, depuis l'occupation du nord de l'île par l'armée turque en 1974, ne peut exercer sa souveraineté

que sur la partie sud, où vit la communauté chypriote grecque. Le président turc propose un divorce à l'amiable, « à la tchécoslovaque ».

ISTANBUL

de notre correspondante

Rejetant la solution fédérale proposée pour Chypre par les Nations unies, le premier ministre turc Bülent Ecevit a suggéré un divorce à l'amiable, « à la tchécoslovaque », pour les communautés turque et grecque qui se partagent l'île méditerranéenne. « Les Tchécoslovaques se sont serré la main et se sont séparés. Ils poursuivent maintenant chacun leur propre voie, sans problème, a fait valoir le chef du gouvernement turc ; pourquoi déploie-t-on autant d'efforts pour réunir deux peuples à Chypre qui ont des différences de langage, de religion et de nationalité ? »

Alors que la République de Chypre, représentée par son gouvernement grec et seul Etat chypriote internationalement reconnu, avance à grands pas en direction de l'Union européenne, la Turquie durcit le ton. « Si l'administration chypriote grecque est admise au sein de l'Union européenne en tant que représentante de toute l'île, ceci ouvrira la voie à des troubles sérieux », a récemment averti

Ismail Cem, le ministre turc des affaires étrangères. Rejetant tout compromis, le Conseil national de sécurité turc a réitéré, le 28 mai, la position d'Ankara : « Un accord acceptable pour les deux parties à Chypre dépend de la reconnaissance de l'égalité souveraine des deux Etats sur l'île. » La communauté internationale tente depuis près de trois décennies de convaincre les deux camps de former une fédération. La République turque de Chypre du Nord (RTCN, auto-proclamée), dirigée par Rauf Denktas, avait décidé, à la fin de l'année dernière, avec l'appui d'Ankara, d'abandonner une série de négociations indirectes menées sous l'égide de l'ONU. Rauf Denktas affirme qu'il ne reprendra pas les pourparlers tant que la partie turque de l'île, au nord, n'est pas reconnue officiellement comme un Etat indépendant.

Ce problème pourrait devenir un casse-tête pour l'Union européenne dans les mois à venir. Günter Verheugen, Commissaire européen chargé de l'élargissement, a récemment affirmé que la ques-

tion chypriote menaçait l'élargissement de l'Union et constituait le plus grand obstacle à l'intégration de la Turquie. Les autorités d'Ankara, pour qui Chypre est une cause nationale, n'excluent pas la possibilité d'annexer la RTCN, avec laquelle elles ont des relations de plus en plus proches, si les Chypriotes grecs entrent dans l'Union européenne.

RÉSISTANCE AU DIALOGUE

Le récent verdict de la Cour européenne des droits de l'homme, qui a condamné la Turquie pour diverses violations commises à la suite de l'intervention armée de 1974, n'a fait qu'envenimer l'atmosphère et renforcer la résistance au dialogue des nationalistes turcs. « La décision de la Cour européenne ne reflète pas les réalités de Chypre », a déclaré M. Ecevit.

En 1998, la Turquie avait déjà refusé de payer des dommages à une réfugiée chypriote grecque, comme l'y avait condamné la Cour. Ankara, qui maintient une présence militaire de 30 000 hommes sur l'île, affirme que la RTCN

est un Etat indépendant et que la Turquie ne peut dès lors être tenue pour responsable d'aucune violation.

Les Chypriotes turcs ne sont pas unanimes sur la position à adopter. L'été dernier, une dispute avait éclaté entre le commandant militaire turc de l'île et Mustafa Akinci, ministre de la RTCN, qui voulait placer la police et les pompiers sous contrôle civil et avait remis en question l'influence des militaires turcs.

La semaine dernière, la coalition au pouvoir dans le nord s'est effondrée en raison de différends sur la solution au problème du statut de l'île. C'est donc sans le Parti de libération communautaire, dirigé par Mustafa Akinci, que le premier ministre Dervis Eroglu formera son nouveau gouvernement - vraisemblablement plus nationaliste, plus proche des vues de Rauf Denktas, et dès lors inflexible sur une question à laquelle l'Union européenne va bientôt se trouver confrontée.

Nicole Pope